

RDC - Gabon : les mêmes causes produisent les mêmes effets

. Et on ne sort pas de l'ornière

La République démocratique du Congo et le Gabon se trouvent aujourd'hui presque au même niveau du débat politique, tous les deux pays étant à la recherche de l'alternance. Des élections présidentielles y sont régulièrement organisées, sans y parvenir. Au sommet des deux Etats, règnent des "fils à papas", l'un Joseph Désiré Kabila, depuis 15 ans, à la suite de l'assassinat de son père ; et l'autre, Ali Bongo Ondimba, depuis plus de 7 ans, suite au décès naturel de son "père", et après un coup d'Etat électoral.

Pour s'imposer à la tête de leurs pays respectifs, ils usent souvent de la brutalité et de la violence, après des mascarades d'élections présidentielles. Des Congolais et Gabonais sont tués ou emprisonnés, quand d'autres disparaissent sans laisser de traces. Du coup, se perpétue, dans ces deux pays, un cycle infernal et macabre d'élections-contestations-répressions ; avant que les choses ne se calment en attendant de prochaines élections. Ainsi vont la République démocratique du Congo et le Gabon sous Kabila et Ali Bongo Ondimba. Face à ces deux régimes, se fossilisent des oppositions sclérosées, sans perspectives et alternatives. A coups de discours enflammés et d'initiatives aventureuses, ces opposants ne parviennent pas à développer des stratégies crédibles à même d'imposer l'alternance à court, moyen ou à long terme. C'est souvent dans

l'émotion, doublée de sentimentalisme qu'elles agissent, une fois mises devant des faits accomplis.

Dans le cas de la RDC, cette opposition est incarnée par Etienne Tsisékédi et son parti l'UDPS qui, depuis 1990, malgré une base sociologique importante et leur aura populaire, n'arrivent toujours pas à s'emparer du pouvoir, que ce soit face à feu Joseph Désiré Mobutu, qu'aux Kabila père et fils.

En 1991, la Conférence nationale souveraine qui s'était tenue dans ce pays cette année avait voulu faire d'Etienne Tsisékédi. Le premier ministre d'une transition qui débouchait sur des élections libres démocratiques et transparentes, en attendant la fin du mandat en cours de Mobutu. Parce qu'il refusait de devenir Premier ministre à partir d'un décret signé par Mobutu, le retranché de Limité gâcha cette occasion en or de s'emparer des rênes du pouvoir dans ce pays qui s'appelait encore le Zaïre. Moralité, il se contente depuis lors d'être le leader d'une opposition qui risque de ne plus jamais accéder au pouvoir. Des confins du Congo et du Rwanda, sont venus les Kabila qui lui ont brûlé les politesses, tout en raflant la mise. Au fur et à mesure que se tiennent les scrutins présidentiels, il s'autoproclame toujours vainqueur, sans s'installer dans le fauteuil présidentiel. Aux derniers événements politiques survenus dans ce pays, il s'est encore mis à la marge du dialogue national qui vient de se tenir, laissant Vital Kammerhe occuper l'espace politique qui lui revenait.

On est pas éloigné de ce type de situation au



Gabon. Depuis 1990, les mêmes acteurs politiques sclérosés et fossilisés ont acquis des titres fonciers dans l'opposition. Sans stratégies crédibles de conquête du pouvoir, ils excellent dans des formules incantatoires et des discours enflammés sans suite. Derrière un radicalisme aveugle et stérile, ils masquent leurs faiblesses et endorment souvent le peuple avec un populisme baignant dans un océan d'utopies et d'illusions. Face à des situations politiques méritant réflexion et solution, ils mettent souvent la barre haut, tout en sachant qu'ils n'arriveront jamais à la franchir. Pas étonnant alors que ce soit des anciens hiérarques du régime, une fois convertis à l'opposition, qui viennent leur damer le pion. Il en fut ainsi d'André Mba Obame en 2009, et cette fois-ci de Jean Ping en 2016.

Bien malheureusement, aussi roublards que le sont ces opposants aux titres fonciers, ils parviennent toujours à embobiner et à enfariner ces



nouveaux venus, tout en les entraînant vers des voies sans issues. Il en est ainsi de la situation postélectorale actuelle, où ces derniers font croire à Jean Ping qu'il y aura un 3e tour de l'élection présidentielle du 27 août dernier, et que grâce à une intervention de la Communauté internationale, Ali Bongo Ondimba sera délogé du fauteuil présidentiel pour qu'il s'installe. Ceux qui l'avaient soutenu, rien que du bout des lèvres, et à la dernière minute, se disent désormais prêts à participer au "*dialogue national inclusif*" qu'il organisera, tout en sachant qu'il ne pourra s'agir que d'un monologue sans effet. Jean Ping se laissera-t-il embobiner et enfariner pendant plus longtemps, au point de devenir l'Etienne Tsisékédi du Gabon ? Rien n'est moins sûr. On le sait assez averti pour sortir d'une telle situation qui risque de sonner, très tôt, le glas de sa carrière politique.